

SECCAPI
Audit et Conseil

**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION (MESRSI) – BURKINA FASO**

**PROJET DES CENTRES D'EXCELLENCE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
D'AFRIQUE POUR L'IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT (CEA-IMPACT)**

**CENTRE DE FORMATION, DE RECHERCHE ET D'EXPERTISES EN SCIENCES DU
MEDICAMENT DE L'UNIVERSITE JOSEPH KI-ZERBO
(CEA-CFOREM)**

**RAPPORT D'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DU PROJET CEA-CFOREM
PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019**

Juillet 2020

RAPPORT DEFINITIF

Sommaire

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES ETATS FINANCIERS DU PROJET CEA-CFOREM – EXERCICE 2019.....	4
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHÉS DU PROJET CEA-CFOREM – PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019. .	9
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES INDICATEURS LIES AUX DECAISSEMENTS (ILD) DU PROJET CEA-CFOREM – PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019.	12
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES REVENUS GENERES ACCOMPAGNÉ D'UN CERTIFICAT DE VERIFICATION – PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019.....	18
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LA MASSE SALARIALE DU CEA-CFOREM – PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019.	23
ANNEXES	23

**RAPPORT D'AUDIT DES ETATS FINANCIERS DU PROJET
CEA-CFOREM**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES ETATS FINANCIERS DU PROJET CEA-CFOREM – EXERCICE 2019

Mme la Responsable du Programme Budgétaire ESUP,

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'exercice 2019 du Projet CEA-Centre de Formation, de Recherche et d'Expertises en Sciences du Médicament (CEA-CFOREM) de l'Université Joseph Ki-Zerbo, objet des accords de crédit IDA N°6388-BF et de subvention IDA D443-BF du 10 mai 2019 ainsi que du contrat de performance et de financement signé entre le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation du Burkina Faso (MESRSI) et l'Université Joseph Ki-Zerbo.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) produites par l'*International Federation of Accountants (IFAC)*. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers" du présent rapport. Nous sommes indépendants du Projet CEA-CFOREM, conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Burkina Faso, et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur le manuel de gestion administrative et financière du projet, qui décrit au niveau de l'organisation comptable le référentiel comptable appliqué par le projet. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Projet CEA-CFOREM de se conformer aux dispositions en matière d'information financière dans le cadre des projets financés par la Banque Mondiale. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement aux responsables du projet et à la Banque Mondiale. Il ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par des tiers autres que le CEA-CFOREM et la Banque Mondiale.

Responsabilités de la coordination du projet relatives aux comptes annuels

La coordination du Projet CEA-CFOREM est responsable de la préparation des états financiers du projet conformément aux normes comptables applicables au Burkina Faso, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe à la coordination du projet de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

Opinion

A notre avis, le tableau des emplois et des ressources ci - joint donne, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle des opérations réalisées sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Projet CEA-CFOREM à la fin de cette période, conformément aux règles et méthodes comptables du SYSCOHADA Révisé adaptées aux spécificités liées à la nature du projet et décrites dans les notes et commentaires aux états financiers.

Observations

Tenue de la comptabilité

Bien qu'il soit dit dans le manuel de gestion financière du projet que CFOREM tiendra les livres légaux conformément aux dispositions du Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SYSCOHADA), nous avons noté que pour la période auditée, aucun système comptable n'a été mis en place. La comptabilité à partie double n'a pas été mise en place pour l'enregistrement des opérations. Pour la période auditée, il n'y a donc pas de balance générale des comptes ni de grand livre des opérations effectuées.

Toutefois, ces observations ne remettent pas en cause notre opinion telle que formulée ci-haut.

Date : 27/07/2020

Pour SECCAPI



Lohé Franck BARRO
Expert-Comptable Diplômé
Associé

TABLEAU DES EMPLOIS ET RESSOURCES AU 31/12/2019

BANQUE MONDIALE CENTRE D'EXCELLENCE	
CENTRE DE FORMATION ET DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE EN SCIENCE DU MEDICAMENT	
Sources et utilisations des fonds	
Du 1 janvier au 31 Décembre 2019	
FRANC CFA	
Libellé	Année 2019
Ressources	
Préfinancement compte master	39 142 100
Préfinancement régie Université Joseph KI-ZERBO	18 942 500
Compte spécial BICIAB	0
Total des Ressources	58 084 600
Emplois	
1. Préparation du projet	37 112 200
Ateliers	18 169 700
Participation aux rencontres des CEA	18 942 500
2. Excellence en formation	8 485 000
Frais de vacation	8 485 000
3. Excellence en recherche	612 500
Dépôt de brevet d'invention	612 500
4. Partenaires sectoriels, scientifiques et réseautage CEA	11 874 900
Participation aux Colloques	11 874 900
5. Frais bancaires	15 489
Total des Emplois	58 100 089
Excédent/Déficit Fonds sur Emplois	-15 489

Le Directeur de l'Administration
et des Finances

Guidia Désiré HEBIE



Le Directeur du Centre

Pr Rasmané SEMDE

**RAPPORT D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION
DES MARCHES DU PROJET CEA-CFOREM**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHÉS DU PROJET CEA-CFOREM – PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019.

Mme la Responsable du Programme Budgétaire ESup,

Dans le cadre de nos travaux d'audit comptable et financier du projet CEA - Centre de Formation, de Recherche et d'Expertises en Sciences du Médicament (CEA-CFOREM) de l'Université Joseph Ki-Zerbo et conformément aux prescriptions des termes de référence, nous devrions effectuer la revue des procédures de passation des marchés prévus sur le plan de passation de marchés (PPM) du projet couvrant la période auditée, afin d'apprécier l'adéquation entre les procédures de passation des marchés appliquées et les dispositions légales et réglementaires applicables telles que prévues par les accords de financement du projet.

Fondement de notre opinion

Bien que le projet n'ait pas mis en place un PPM pour l'exercice 2019, des acquisitions de services ont été faites sur la période couverte par notre audit. Nous avons procédé à la revue des procédures utilisées pour ces acquisitions, sur la base des règles applicables au projet en matière de passation de marchés et ceci, conformément aux normes professionnelles de missions d'assurance applicables.

Nous estimons que les diligences mises en œuvre constituent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Responsabilités de la coordination du projet relatives au suivi des marchés

La coordination du projet est responsable du suivi des marchés prévus, en vue de s'assurer que ces marchés sont exécutés suivant les calendriers établis et dans le respect des procédures de passation de marchés applicables, telles que convenues avec *l'International Development Association (IDA)* et décrites dans les accords de financement applicables du projet CEA-CFOREM.

Responsabilités de l'auditeur relatives aux procédures de passation des marchés

Notre responsabilité consiste à mettre en œuvre toutes les diligences nécessaires à la vérification des procédures de passation de marchés utilisées, conformément aux normes professionnelles applicables et suivant les procédures de passation de marchés applicables telles que stipulées dans les accords de financement du projet.

Restriction à la diffusion et à l'utilisation de rapport

Notre rapport est destiné uniquement aux responsables du projet et à la Banque Mondiale. Il ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par des tiers autres que le CEA-CFOREM et la Banque Mondiale.

Conclusion de nos travaux

➤ **Appréciation des procédures de passation des marchés :**

Sur la période couverte par notre audit, le projet n'a pas établi un plan de passation de marchés (PPM). Toutefois, nous avons noté que des acquisitions de billets d'avion ont été financées sur l'exercice 2019.

➤ **Appréciation des capacités du personnel en charge de la passation des marchés en procédures de passation de marchés de la Banque Mondiale :**

La passation des marchés du projet est assurée par la personne responsable des marchés (PRM) de l'Université Joseph Ki-Zerbo qui fait partie de l'administration. Nous avons cependant noté que cette personne n'a pas reçu de formations spécifiques sur les directives de la Banque Mondiale relatives aux acquisitions de travaux, de fournitures, de services non liés aux consultants et de services de consultants. A notre avis, le projet devrait veiller au renforcement des capacités de la PRM en procédures de passation de marchés basées sur les directives de la Banque Mondiale.

Opinion

A notre avis :

- les acquisitions des services préfinancés par l'Université Joseph Ki-Zerbo pour le compte du projet ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions des accords de financement applicables fondées sur les procédures de commande publique en vigueur au moment de ces acquisitions ;
- le CEA-CFOREM ne dispose pas actuellement des capacités pour la préparation et l'exécution des marchés suivant les procédures d'acquisition des biens et services de la Banque Mondiale. Au stade actuel, il n'est donc pas apte pour passer les marchés prévus dans le cadre du financement du projet.

Date : 27/07/2020

Pour SECCAPI



Lohé Franck BARRO
Expert-Comptable Diplômé
Associé

**RAPPORT D'AUDIT DES INDICATEURS DE RÉSULTATS DU
PROJET CEA-CFOREM**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES INDICATEURS LIES AUX DECAISSEMENTS (ILD) DU PROJET CEA-CFOREM – PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019.

Mme la Responsable du Programme Budgétaire ESUp,

Conformément aux termes de référence de la mission d'audit des états financiers du Projet CEA-Centre de Formation, de Recherche et d'Expertises en Sciences du Médicament (CEA-CFOREM) de l'Université Joseph Ki-Zerbo, objet des accords de crédit IDA N°6388-BF et de subvention IDA D443-BF du 10 mai 2019 ainsi que du contrat de performance et de financement signé entre le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation du Burkina Faso (MESRSI) et l'Université Joseph Ki-Zerbo, nous avons procédé à la revue des indicateurs liés aux décaissements en vue de donner notre avis sur l'atteinte de ces indicateurs, sur la vérification de ces indicateurs par des organes externes au projet et sur la conformité des décaissements à la satisfaction de ces indicateurs pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Fondement de notre opinion

Nous avons procédé à l'examen des indicateurs liés aux décaissements sur la base des clauses contractuelles contenues dans les accords de financement du projet CEA-CFOREM, conformément aux normes professionnelles de missions d'assurance applicables. Nos contrôles ont été déterminés sur la base des termes de référence de la mission et au regard des informations produites par le projet sur le niveau d'atteinte de chaque indicateur/résultat.

Nous estimons que les diligences mises en œuvre constituent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Responsabilités de la coordination du projet relatives aux indicateurs de résultat

La coordination du projet est responsable des actions à entreprendre pour l'atteinte des résultats liés aux décaissements (RLD), de leur suivi ainsi que de la présentation du niveau d'atteinte des indicateurs liés aux décaissements, tels que convenus avec *l'International Development Association (IDA)* et décrits dans les accords de financement du projet CEA-CFOREM.

Responsabilités de l'auditeur relatives aux indicateurs de résultat

Notre responsabilité consiste à mettre en œuvre toutes les diligences nécessaires à la vérification du niveau atteint par chaque indicateur de résultat sur la période couverte par le présent rapport, conformément aux normes professionnelles applicables, notamment la Norme internationale relative aux missions de certification, ISAE 3000 «*Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information*» (Norme internationale visant les missions de certification autres que les missions d'audits ou d'examen d'informations financières historiques).

Cette norme requiert d'observer les règles de déontologie professionnelles, de planifier et réaliser nos procédures d'audit de manière à pouvoir vérifier l'effectivité des résultats atteints et déclarés aux instances habilitées, en conformité avec les dispositions des accords de financement relatives aux indicateurs liés aux décaissements.

Restriction à la diffusion et à l'utilisation de rapport

Notre rapport est destiné uniquement aux responsables du projet et à la Banque Mondiale. Il ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par des tiers autres que le CEA-CFOREM et la Banque Mondiale.

Conclusion de nos travaux

1. Vérification du niveau d'atteinte des indicateurs liés aux décaissements :

Suivant les dispositions des accords de financement cité ci-dessus, notamment l'annexe 4 jointe à ces accords de financement et du manuel régional des opérations des Centres d'Excellence Africains (CEA), les indicateurs liés aux décaissements (ILD) sont au nombre de sept (7). Chaque ILD est défini par un ou plusieurs résultats liés aux décaissements (RLD).

Sur la base de nos travaux, sur la période couverte par le présent rapport d'audit du projet, les RLD suivants ont été atteints :

ILD	Cibles atteintes	Source de vérification
ILD 1 : Préparation institutionnelle	RLD 1.1 : Préparation de base.	<ul style="list-style-type: none"> - La convention de financement est en vigueur, - Le plan de mise en œuvre du centre existe (plan d'implémentation), - Les membres de l'équipe dirigeante ont été désignés par décision N°2019/568/MESRSI/SG/UJKZ/P du 30/07/2019, - Le centre a désigné les représentants des étudiants par décision N°2019-1248/MESRSI/SG/UJKZ/P/SDS/CEA-CFOREM du 21/11/2019 après le choix fait par les étudiants
	RLD 1.2 : Préparation totale.	<ul style="list-style-type: none"> - Le coordonnateur et son adjoint ont fait des formations en gestion des projets, - Le centre dispose d'un site web, - Le manuel de l'étudiant et la politique en matière de harcèlement sexuel existent sur le site web, - Le Conseil Consultatif Sectoriel a été mis en place et le plan d'implémentation a été approuvé par le CCS le 06/12/2019.

ILD	Cibles atteintes	Source de vérification
<p>ILD 3 : Effectifs d'étudiants avec un accent sur le genre et la régionalisation.</p>	<p>RLD 3.1 : 4 personnes inscrites au cycle doctorat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - National/femme : 1 - Régional/homme : 2 - Régional/femme : 1 	<ul style="list-style-type: none"> - Dossiers d'inscription des étudiants inscrits pour l'année académique 2019/2020, - Temps de présence de l'étudiant, - Appels téléphoniques pour confirmer l'inscription, l'année académique et la filière suivie.
	<p>RLD 3.2 : 36 étudiants inscrits en cycle de master :</p> <ul style="list-style-type: none"> - National/homme : 16 - National/femme : 10 - Régional/homme : 8 - Régional/femme : 2 	
	<p>RLD 3.3 : 35 Nouveaux étudiants inscrits en formations de courte durée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - National/homme : 12 - National/femme : 4 - Régional/homme : 9 - Régional/femme : 10 	<ul style="list-style-type: none"> - Photographies des groupes, - Programmes de formation, - Listes de présence des participants, - Rapports d'évaluation des formations.
<p>ILD 4 : Qualité de l'éducation et de la recherche par la régionalisation</p>	<p>RLD 4.2 : 4 publications de recherche produites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 article co-écrit par un étudiant / enseignant et des partenaires nationaux, - 3 articles rédigés en collaboration avec des partenaires régionaux. 	<p>Consultation des publications effectuées</p>

ILD	Cibles atteintes	Source de vérification
ILD 5 : Qualité de l'éducation et de la recherche par la régionalisation	RLD 5.1 : Montant des recettes générées de l'extérieur par les CEA, versées dans le compte de programme du CEA désigné : - FCFA 116.203.563	- Quittance d'inscription - Convention e financement - Relevés bancaires
	RLD 5.2 : 14 étudiants / professeurs ont effectué un stage d'au moins un mois dans des établissements pertinents par secteur / secteur (par pays / région). - National : 7 - Régional/International : 7	- Rapports de stage, - Attestations de stage, - Lieu et durée du stage.

2. Vérification des indicateurs par des organes extérieurs au projet :

Sur la base des informations mises à notre disposition, nous avons noté que le processus de vérification des résultats atteints par indicateur lié au décaissement a commencé en cours d'année 2019 par l'organe régional de facilitation du projet, à savoir l'Association des Universités Africaines (AUA).

Le rapport de vérification des premiers résultats atteints a été émis en avril 2020 et mis à la disposition du projet.

3. Conformité des décaissements à la satisfaction des indicateurs liés aux décaissements :

Suivant les dispositions des accords de financement, l'atteinte de chaque RLD donne droit à un montant à décaisser par la Banque Mondiale pour la mise en œuvre des activités liées à ce résultat.

Suivant notre évaluation des résultats atteints sur la période auditée, le montant des décaissements attendus de la Banque Mondiale est de 666.666 DTS relativement à l'ILD 1 et de 219.580 Euros relativement aux autres ILD (confère annexe 2).

Cependant, sur la période auditée, aucun décaissement n'a été reçu par le projet CEA-CFOREM de la Banque Mondiale.

Opinion

A notre avis, sur la base des documents mis à notre disposition pour la période couverte par notre audit :

- le projet CEA-CFOREM a atteint les résultats RLD 1.1 et RLD 1.2 de l'ILD 1, les résultats RLD 3.1, RLD 3.2 et RLD 3.3 de l'ILD 3, le résultat RLD 4.2 de l'ILD 4 et les résultats 5.1 et 5.2 de l'ILD 5,
- les indicateurs ont fait l'objet de vérification par des organes externes au projet, notamment par l'Association des Universités Africaines (AUA),
- le financement attendu de la Banque Mondiale, au vu des résultats atteints, est de 666.666 DTS relativement à l'ILD 1 et de 423.217,77 Euros relativement aux autres ILD.

Date : 27/07/2020

Pour SECCAPI



Lohé Franck BARRO
Expert-Comptable Diplômé
Associé

ANNEXE 2

EVALUATION DES GAINS OBTENUS PAR ILD - PERIODE DE JANVIER A DECEMBRE 2019

CEA-Formation de Recherches et d'Expertise en Sciences du Médicament (CFOREM)		FINANCEMENTS ATTENDUS DE L'ATTEINTE DES RESULTATS				
ILD	DEVISES		Période du 1er janvier au 31 décembre 2019			
	DTS	EURO	Résultats reportés - CFOREM	Résultat vérifié - SECCAPI	Gain total en DTS	Gain total en Euros
ILD 1 : Préparation institutionnelle			2	2	666 000	
RLD 1.1 : Préparation de base	333 000	N/A	1	1	333 000	
RLD 1.2 : Préparation finale	333 000	N/A	1	1	333 000	
ILD 3 : Quantité d'étudiants avec un accent sur le genre et la régionalisation			80	75		156 340,00
RLD 3.1 : Nouveaux doctorants			4	4		46 600,00
National et homme	N/A	8 730	0	0		-
National et femme	N/A	11 000	1	1		11 000,00
Régional et homme	N/A	11 000	2	2		22 000,00
Régional et femme	N/A	13 600	1	1		13 600,00
RLD 3.2 : Nouveaux étudiants de master			41	36		88 800,00
National et homme	N/A	1 750	16	16		28 000,00
National et femme	N/A	2 200	14	10		22 000,00
Régional et homme	N/A	3 750	9	8		30 000,00
Régional et femme	N/A	4 400	2	2		8 800,00
RLD 3.3 : Nouveaux étudiants en formation de courte durée			35	35		20 940,00
National et homme	N/A	350	12	12		4 200,00
National et femme	N/A	435	4	4		1 740,00
Régional et homme	N/A	700	9	9		6 300,00
Régional et femme	N/A	870	10	10		8 700,00
ILD 4 : Qualité de l'éducation et de la recherche par la régionalisation			4	4		48 015,00
RLD 4.2 : Nombre de publications de recherche pertinentes dans des centres internationalement reconnus			4	4		48 015,00
Co-écrit par un étudiant/enseignant/Régional	N/A	13 095	3	3		39 285,00
Co-écrit par un étudiant/enseignant/National	N/A	8 730	1	1		8 730,00
ILD 5 : Pertinence de l'éducation et de la recherche			177 189	177 173		218 862,77
5.1 : Revenus externes générés			177 159	177 159		203 637,77
Revenus générés/Sources non-industrielles nationales ou internationales	N/A	1	150 681	150 681		150 680,61
Revenus générés/Sources régionales ou privées / sectorielles.	N/A	2	26 479	26 479		52 957,16
5.2 : Stages			30	14		15 225,00
National	N/A	870	17	7		6 090,00
Régional	N/A	1 305	13	7		9 135,00
Total des gains					666 000	423 217,77

**RAPPORT D'AUDIT SUR LES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LE
PROJET CEA-CFOREM**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES REVENUS GENERES ACCOMPAGNÉ D'UN CERTIFICAT DE VERIFICATION – PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019.

Mme la Responsable du Programme Budgétaire ESUP,

Conformément aux termes de référence de la mission d'audit des états financiers du Projet CEA-Centre de Formation, de Recherche et d'Expertises en Sciences du Médicament (CEA-CFOREM) de l'Université Joseph Ki-Zerbo, nous devrions procéder à la revue des revenus générés par le centre sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 et certifier le montant de ces revenus.

Etendue des travaux et objet de la mission

L'étendue de nos travaux est limitée exclusivement à l'annexe «Revenu généré par le CEA-CFOREM du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019» et ne couvre aucune autre information, note, section ou paragraphe des états financiers de l'Université Joseph Ki-Zerbo pour la même période.

Nous n'avons pas pour mission de faire un rapport sur les chiffres comparatifs des exercices précédents ou sur les tendances et les écarts. Nous n'avons pas effectué de travaux autres que ceux convenus selon l'étendue délimitée et nous avons donc limité notre conclusion à l'objet de la mission.

Notre mission consiste à vérifier les informations concernant le revenu généré du CEA-CFOREM pour la période couverte par notre audit et les comparer aux rapports soumis à la Banque Mondiale.

Eléments et critère retenus

Les revenus externes générés par source de revenus éligibles, à déclarer au titre de la période sous revue comprennent les frais de scolarité, les autres frais d'étudiant, la recherche commune, les bureaux de consultants en recherche, la collecte de fonds et les subventions concurrentielles (des gouvernements et des partenaires de développement) ou d'autres sources externes.

Responsabilités de la coordination du projet relatives aux revenus générés

La coordination du projet est responsable de l'établissement et de la présentation des rapports périodiques et de la situation des revenus générés par le centre sur la période auditée, telle que jointe au présent rapport, conformément aux méthodes et principales hypothèses retenues (critères applicables) à partir des livres comptables ayant servi à la préparation des comptes annuels, des données sous-tendant la comptabilité et autres données interne en lien avec la comptabilité.

Elle est également responsable de la conservation des documents liés aux revenus générés, du maintien de contrôles internes appropriés et de la mise en place d'un système d'information adéquat conçu pour faciliter le processus de détermination et de présentation de l'information, conformément aux dispositions convenues avec *l'International Development Association (IDA)* et décrites dans les accords de financement du projet.

Responsabilités des auditeurs relatives aux revenus générés

Notre responsabilité consiste, sur la base de nos procédures de contrôles :

- d'attester que les informations financières requises sont présentées dans les reporting soumis à la Banque ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication appropriée ;
- d'exprimer une conclusion fournissant une assurance limitée sur le fait que les informations financières sur les revenus générés du CEA-CFOREM prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément aux éléments et critères considérés.

Nous avons réalisé notre mission de certification limitée conformément à la Norme internationale relative aux missions de certification, ISAE 3000 «Assurance *Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information*» (Norme internationale visant les missions de certification autres que les missions d'audits ou d'examen d'informations financières historiques).

Cette norme requiert d'observer les règles de déontologie professionnelles, de planifier et de réaliser le contrôle limité conformément au principe de matérialité (caractère essentiel) afin que nous puissions identifier les erreurs significatives dans la mise en œuvre des obligations.

Un contrôle limité se compose principalement d'une collecte d'informations auprès du projet et de l'appréciation de la pertinence dans les circonstances de l'utilisation par la coordination du projet des éléments et critères applicables. Le choix des procédures de contrôle relève de notre jugement professionnel.

Notre responsabilité consiste à mettre en œuvre toutes les diligences nécessaires à la vérification des revenus générés déclarés, conformément aux normes professionnelles applicables.

Travaux effectués

Dans le cadre de notre revue, nous avons effectué les contrôles suivants :

- entretiens avec le personnel du projet en charge de la comptabilité et de la gestion des revenus afin de vérifier la source d'information utilisée pour produire les informations figurant dans la situation des revenus générés ;
- obtention de la situation des virements reçus avec indication des sources et montants reçus dans la devise d'origine ;
- validation par échantillonnage de la concordance entre les revenus enregistrés et les virements bancaires, conventions de financement des projets ;
- recoupements, analyses et autres contrôles jugés nécessaires.

Restriction concernant la diffusion et l'utilisation du rapport

Le présent rapport, y compris sa conclusion, sert uniquement à informer la Responsable du Programme Budgétaire Esup du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI), la coordination du Projet CEA-CFOREM, la Banque Mondiale et les partenaires financiers du CEA-CFOREM sur nos travaux et conclusions en rapport avec cet audit. Il ne doit pas être utilisé, diffusé ou cité à d'autres fins.

Nos travaux ne sont pas destinés à remplacer les diligences qu'il appartient, le cas échéant, aux tiers ayant eu communication de cette attestation de mettre en œuvre au regard de leurs propres besoins.

Résultats de nos travaux

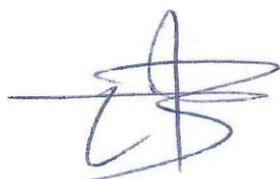
- Sur la période couverte par notre audit, le projet CEA-CFOREM n'a soumis à la Banque Mondiale aucune déclaration des revenus générés sur la période d'audit ;
- Les revenus générés sur la période auditée et soumis à notre revue n'ont pas été versés sur le compte désigné du projet, lequel a été ouvert en cours d'exercice 2020. Les revenus générés ont été versés sur un compte ouvert au nom de l'Université Joseph Ki-Zerbo ;
- Le montant des revenus générés du centre pour la période auditée reconstituée par le service comptable du projet pour les besoins de ce rapport de vérification est de FCFA 116.203.563.

Opinion :

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'autres faits qui nous laissent penser que l'annexe « Situation des revenus générés du CEA-CFOREM du 1er janvier au 31 décembre 2019 » n'est pas établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux méthodes et hypothèses retenus par la coordination du projet, conformément aux accords de financement applicables.

Date : 27/07/2020

Pour SECCAPI



Lohé Franck BARRO
Expert-Comptable Diplômé
Associé

**SITUATION DES REVENUS GENERES DU CEA-CFOREM
DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019**

CFOREM - Montant des revenus externes créés par le CEA

Période : 01 janvier au 31 décembre 2019

Montant (Dollar US)	Montant original	Source	Type de source	Date de réception (jj/mm/aaaa)	Region
4 256,44	2 500 000 XOF	Programme de formation de formateurs du Mali BP.F2528 Tél: +223 20 22 19 33/20 22 93 02; Fax:+2	Publique	31/01/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	LADE Jacquelin tel:+225 01 886 895/ 48 985 861Bur: +225 21 21 80 80	Privée	31/01/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	TRAORE Ibrahim tél:+226 74 30 73 14	Privée	31/01/2019	Afrique
1 004,52	590 000 XOF	IBRAHIM Z. Libabatou tél:+226 53 01 63 63	Privée	31/01/2019	Afrique
766,16	450 000 XOF	BATIONO B. Ange M tél:+226 70 32 50 71 / 68 04 91 95	Privée	23/02/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	BONKOUNGOU/YAMEOGO Anne J. Eliane tél: +226 78 30 20 16	Privée	23/02/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	NIKIEMA W. Arsène Tel: +229 96 23 92 59	Privée	23/02/2019	Afrique
638,47	375 000 XOF	DAMANDO Daisy Jessica tel: +229 96 23 92 59	Privée	23/02/2019	Afrique
21 282,21	12 500 000 XOF	Ministère de la santé-BF(PROFOS)03 B.P 7009 Ouagadougou 03 Tél: +226 25 32 41 59/63/40 +226 2	Publique	23/02/2019	Afrique
638,47	375 000 XOF	KOMBASSERE Elie Tél: +226 75 91 01 85	Privée	15/03/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	OUEDRAOGO M. Valerie W. Tél : +226 70 01 46 63	Privée	15/03/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	TRAORE Ida V. Yasmine G.S Tél:+226 66 05 63 77	Privée	15/03/2019	Afrique
638,47	375 000 XOF	BARRO Daouda Tél:+226 66 30 33 18	Privée	15/03/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	EDOH Mamadou Tél: +226 64 42 38 87	Privée	26/03/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	OUEDRAOGO Youssouf Tél: +226 78 02 79 01	Privée	29/03/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	BELLO Abdul W. A. Tél: +226 75 82 38 82	Privée	24/04/2019	Afrique
808,72	475 000 XOF	OUEDRAOGO M. Adèle Tél: +226 79 46 63 70	Privée	25/04/2019	Afrique
808,72	475 000 XOF	BADO Fidèle Tél:+226 72 42 47 90	Privée	25/04/2019	Afrique
42,56	25 000 XOF	OUEDRAOGO M. Adèle Tél: +226 79 46 63 70	Privée	23/05/2019	Afrique
272,41	160 000 XOF	IBRAHIM Z. Libabatou tél:+226 53 01 63 63	Privée	18/06/2019	Afrique
10 641,11	6 250 000 XOF	Ministère de la santé-BF(PROFOS)03 B.P 7009 Ouagadougou 03 Tél: +226 25 32 41 59/63/40 +226 2	Publique	20/06/2019	Afrique
12 769,33	7 500 000 XOF	PADS/SWEDD 03 BP 7062 OUAGADOUGOU 03, Ouagadougou Tél: +226 25 30 88 46	Publique	15/07/2019	Afrique
17 025,77	10 000 000 XOF	Ministère de la santé-BF(PROFOS)03 B.P 7009 Ouagadougou 03 Tél: +226 25 32 41 59/63/40 +226 2	Publique	10/09/2019	Afrique
2 128,22	1 250 000 XOF	Programme de formation de formateurs du Mali BP.F2528 Tél: +223 20 22 19 33/20 22 93 02; Fax:+2	Publique	10/09/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	GORGO Hade Fernand Tél:+226 51 96 10 40	Privée	04/11/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	GORGO Hade Fernand Tél:+226 51 96 10 41	Privée	04/11/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	COULIBALY Sanou Khô Tél: +223 66 69 66 44	Privée	07/11/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	MOIBI Saobane Agnidéofe Tél: +226 60 22 62 95	Privée	07/11/2019	Afrique
6 384,66	3 750 000 XOF	Programme de formation de formateurs du Mali BP.F2528 Tél: +223 20 22 19 33/20 22 93 02; Fax:+2	Publique	07/11/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	BOUGOUM Moumouni Tél: +226 70 99 85 88	Privée	22/11/2019	Afrique
408,62	240 000 XOF	KOUSSE D. Jean Tél: +226 72 25 35 77	Privée	22/11/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	NIKIEMA W. Arsène Tel: +229 78 71 20 87	Privée	22/11/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	BOUGOUM Moumouni Tél: +226 70 99 85 88	Privée	22/11/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	KAMBOU Sié Paul Tél:+226 72 92 73 75 / 72 15 98 12	Privée	18/12/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	KAMBOU Sié Paul Tél:+226 72 92 73 75 / 72 15 98 13	Privée	18/12/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	TINTO Adama Tél:+ 226 78 11 56 06 / 62 40 27 14	Privée	18/12/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	KOUPEMEDJI D. Louis Tél: +229 96 95 72 54	Privée	26/12/2019	Afrique
595,90	350 000 XOF	KERE Joscelyne Elvyne Tél:+226 74 14 34 96	Privée	26/12/2019	Afrique

638,47	375 000 XOF	DAMANDO Daisy Jessica tel: +229 96 23 92 59	Privée	26/12/2019	Afrique
42,56	25 000 XOF	BADO Fidèle Tél:+226 72 42 47 90	Privée	26/12/2019	Afrique
595,90	350 000 XOF	COULIBALY Aminta Tél:+226 73 80 55 82 / 78 85 00 59	Privée	26/12/2019	Afrique
1 276,93	750 000 XOF	BONKOUNGOU/YAMEOGO Anne J. Eliane tél: +226 78 30 20 16	Privée	26/12/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	FONER 01 BP 6312 OUAGA 01 Tél:+226 25 31 87 31/+226 25 31 68 05	Publique	31/12/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	FONER 01 BP 6312 OUAGA 01 Tél:+226 25 31 87 31/+226 25 31 68 06	Publique	31/12/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	DELMA K. Luc Tél: +226 71 61 49 73	Privée	31/01/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	NYAMBA Isaiè Tél:+226 70 96 23 30	Privée	31/01/2019	Afrique
425,64	250 000 XOF	ABDOULAYE GAMBO Moustapha Tél: +22796565282/+22790001175/+22797105050	Privée	31/01/2019	Afrique
425,64	250 000 XOF	DELMA E. Edwige Tél: +226 75385238	Privée	31/01/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	NITIEMA Mathieu Tél: +226 70996924	Privée	21/08/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	BELEMLILGA Mahamed Tél: +226 780810/ +22670240809	Privée	21/08/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	BELEMLILGA Mahamed Tél: +226 780810/ +22670240809	Privée	21/08/2019	Afrique
425,64	250 000 XOF	ABDOULAYE GAMBO Moustapha Tél: +22796565282/+22790001175/+22797105050	Privée	21/08/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	OUEDRAOGO Salfo Tél:+226 70 45 89 39	Privée	21/08/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	OUEDRAOGO Salfo Tél:+226 70 45 89 40	Privée	21/08/2019	Afrique
425,64	250 000 XOF	OUEDRAOGO Salfo Tél:+226 70 45 89 41	Privée	21/08/2019	Afrique
851,29	500 000 XOF	ABDOULAYE GAMBO Moustapha Tél: +22796565282/+22790001175/+22797105050	Privée	21/08/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	KAPIOKO Kaleb Tél:+22672 00 04 82	Privée	18/09/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	Moustapha Noua Adeumi Adio B. Tél:+229 67 36 67 84	Privée	16/09/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	YAMONTCHE SOSSOH Sandy - Lena Tél:+22967484253	Privée	14/10/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	KOUSSIHOUÈDE Lucette T. Mèdessè Esther Tél:+22997983133	Privée	06/08/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	AGUEGUE F. Aline Tél:+22995055802	Privée	11/09/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	EKUE LIGAN Axelle Tél:+22966310901	Privée	11/09/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	TRAORE AxelleTél:+22670085728	Privée	11/09/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	SAGNO Labila Tél: +224622652022	Privée	27/09/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	BANZA MWANABUTE Jean Paul Tél:+243818057223	Privée	23/09/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	DEHAINSALE Epse TIENDREBEOGO Haiengda Tél: +22672228000	Privée	01/10/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	AHOUDJI Furax Tél:22676527069	Privée	26/09/2019	Afrique
1 021,55	600 000 XOF	KABANGU WA KABANGU Raphael Tél: 243 814085982	Privée	23/09/2019	Afrique
13 620,61	8 000 000 XOF	CAMEG-BF 01 BP 4877 Ouagadougou 01 Tél : +226 25373750/51 Fax: +226 25373757	Publique	05/11/2019	Afrique
3 405,15	2 000 000 XOF	OOAS/MSP/DPM-Niger Tél: +00227) 90 66 50 45/96 98 10 56 20 20 32 36/20 20	Publique	13/11/2019	Afrique
1 702,58	1 000 000 XOF	LNSP/PADS-SWEDD 09 BP 24 Ouagadougou 09 Tél: +226 50373131/50373232	Publique	17/12/2019	Afrique
17 025,77	10 000 000 XOF	UEMOA O1 BP 543 Ouagadougou 01 tél:+22625318873 à 76 Fax:+22625318872	Publique	19/12/2019	Afrique
1 702,58	1 000 000 XOF	CHUP-CDG BP 1198-Ouagadougou -01 Tél: +22625366776/80	Publique	12/12/2019	Afrique
Total	98 840 000 XOF				

Montant (Dollar US)	Montant original	Source	Type de source	Date de réception (jj/mm/aaaa)	Region
14 999,73	13 393 €	PROJET- ARES-CCD_UO/Projet PFS Tél: +22625330608/cél (Gest.) +22670212440	Publique	18/04/2019	Europe
14 647,32	13 078 €	PROJET- ARES-CCD_UO/Projet PFS Tél: +22625330608/cél (Gest.) +22670212440	Publique	19/07/2019	Europe
Total Euro	26 470,58				
Total FCFA	17 363 563				

**RAPPORT D'AUDIT SUR LA MASSE SALARIALE DU
PROJET CEA-CFOREM**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LA MASSE SALARIALE DU CEA-CFOREM – PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019.

Mme la Responsable du Programme Budgétaire ESup,

Conformément aux termes de référence de la mission d'audit des états financiers du Projet CEA - Centre d'Étude, de Formation et de Recherche en Gestion des Risques Sociaux (CEA-CFOREM) de l'Université Joseph Ki-Zerbo, nous avons réalisé une mission de certification visant à fournir une assurance limitée sur la masse salariale du centre, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Etendue des travaux et objet de la mission

L'étendue de nos travaux est limitée exclusivement à l'annexe «Masse salariale du CEA-CFOREM du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019» et ne couvre aucune autre information, note, section ou paragraphe des états financiers de l'Université Joseph Ki-Zerbo pour la même période.

Nous n'avons pas pour mission de faire un rapport sur les chiffres comparatifs des exercices précédents ou sur les tendances et les écarts. Nous n'avons pas effectué de travaux autres que ceux convenus selon l'étendue délimitée et nous avons donc limité notre conclusion à l'objet de la mission.

Notre mission consiste à vérifier les informations concernant la masse salariale du CEA-CFOREM pour la période couverte par notre audit et les comparer aux rapports soumis à la Banque Mondiale.

Éléments et critère retenus

La masse salariale dite de référence du CEA-CFOREM est la somme totale versée au titre des rémunérations brutes du personnel. Les éléments considérés dans l'évaluation de la masse salariale du centre au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 comprennent : le coût des salaires du personnel académique, technique et administratif des Unités de Formation et de Recherche (UFR) soutenant le centre, hors cotisations patronales. Le coût du personnel administratif de l'université est déjà pris en compte dans le rapport d'audit de la masse salariale d'un autre centre administré par l'université dans le cadre des mêmes accords de financement.

Responsabilités de la coordination du projet relatives à la masse salariale

La coordination du projet est responsable de l'établissement et de la présentation des rapports périodiques et du tableau portant sur la masse salariale, tel que joint au présent rapport, ainsi que de l'estimation du montant des rémunérations, conformément aux méthodes et principales hypothèses retenues (critères applicables) à partir des livres comptables ayant servi à la préparation des comptes annuels, des données sous-tendant la comptabilité, des données des ressources humaines et autres données interne en lien avec la comptabilité.

Elle est également responsable de la conservation des dossiers du personnel concerné, du maintien de contrôles internes appropriés et de la mise en place d'un système d'information adéquat conçu pour faciliter le processus de détermination et de présentation de l'information, conformément aux dispositions convenues avec *l'International Development Association (IDA)* et décrites dans les accords de financement du projet.

Responsabilités des auditeurs relatives aux indicateurs de résultat

Notre responsabilité consiste, sur la base de nos procédures de contrôles :

- d'attester que les informations financières requises sont présentées dans les reporting soumis à la Banque ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication appropriée ;
- d'exprimer une conclusion fournissant une assurance limitée sur le fait que les informations financières sur la masse salariale du CEA-CFOREM prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément aux éléments et critères considérés.

Nous avons réalisé notre mission de certification limitée conformément à la Norme internationale relative aux missions de certification, ISAE 3000 «*Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information*» (Norme internationale visant les missions de certification autres que les missions d'audits ou d'examen d'informations financières historiques).

Cette norme requiert d'observer les règles de déontologie professionnelles, de planifier et de réaliser le contrôle limité conformément au principe de matérialité (caractère essentiel) afin que nous puissions identifier les erreurs significatives dans la mise en œuvre des obligations.

Un contrôle limité se compose principalement d'une collecte d'informations auprès du projet et de l'appréciation de la pertinence dans les circonstances de l'utilisation par la coordination du projet des éléments et critères applicables. Le choix des procédures de contrôle relève de notre jugement professionnel.

Notre responsabilité consiste à mettre en œuvre toutes les diligences nécessaires à la vérification de la masse salariale déclarée, conformément aux normes professionnelles applicables.

Travaux effectués

Dans le cadre de notre revue, nous avons effectué les contrôles suivants :

- entretiens avec le personnel du projet en charge de la comptabilité et de la gestion des ressources humaines afin de vérifier la source d'information utilisée pour produire les informations figurant dans la déclaration de masse salariale ;
- obtention de la liste du personnel/effectif du personnel de l'Institut avec indication des montants des salaires versés ;

- validation par échantillonnage de la concordance entre les rémunérations brutes versées au personnel et celles fixées dans les contrats de travail de ce personnel ;
- vérification de la correcte application de la méthode de calcul de la masse salariale.

Restriction concernant la diffusion et l'utilisation du rapport

Le présent rapport, y compris sa conclusion, sert uniquement à informer la Responsable du Programme Budgétaire Esup du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI), la coordination du Projet CEA-CFOREM, la Banque Mondiale et les partenaires financiers du CEA-CFOREM sur nos travaux et conclusions en rapport avec cet audit. Il ne doit pas être utilisé, diffusé ou cité à d'autres fins.

Nos travaux ne sont pas destinés à remplacer les diligences qu'il appartient, le cas échéant, aux tiers ayant eu communication de cette attestation de mettre en œuvre au regard de leurs propres besoins.

Résultats de nos travaux

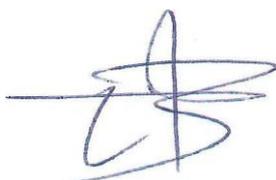
- Sur la période couverte par notre audit, le projet CEA-CFOREM n'a soumis à la Banque Mondiale aucune déclaration de la masse salariale de son personnel ;
- Le montant de la masse salariale du centre pour la période auditée reconstituée par le service comptable du projet pour les besoins de ce rapport de certification est de FCFA 2.328.008.310.

Opinion :

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'autres faits qui nous laissent penser que l'annexe « Masse salariale du CEA-CFOREM du 1er janvier au 31 décembre 2019 » n'est pas établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux méthodes et hypothèses retenus par la coordination du projet, conformément aux accords de financement applicables.

Date : 27/07/2020

Pour SECCAPI



Lohé Franck BARRO
Expert-Comptable Diplômé
Associé

A N N E X E – Masse salariale du CEA-CFOREM

Centre d'Excellence Africains de la Banque Mondiale

Projet CEA - Centre de Formation, de Recherche et d'Expertises en Sciences du Médicament (CEA-CFOREM)

Situation de la masse salariale du 1er janvier au 31 décembre 2019

Rubrique	Montant en FCFA
Salaires (UFR SDS)	2 212 705 129
Salaires (Administration générale)	115 303 181
Total	2 328 008 310

Date :

Signature :

Le Directeur de l'Administration et
des Finance



Guidia Désiré HEBIE

Le Directeur du Centre



Pr Rasmané SEMDE